

soriers provinciaux. Il me semble qu'on devrait profiter de cette occasion pour discuter non seulement la question des impôts mais tout le problème du crédit rural, la consolidation des obligations des cultivateurs et mille autres points relatifs à ce sujet. Que pourrait-on souhaiter de mieux que de voir le ministre actuel des Finances, comblé d'années de services et d'admirable dévouement envers son pays, s'unir à ceux qui sont disposés à lui aider, et réussir bientôt à nous doter d'un système de crédit rural qui ne fût pas une servile imitation des systèmes déjà en existence dans d'autres pays, mais un système nouveau, original, digne d'un homme d'Etat canadien, et capable de répondre à nos besoins actuels?

Ce que je viens de dire ne vise que l'aspect économique de la question. Lorsque le député senior d'Halifax (M. Maclean) prétend que nous nous opposons à ce bill, il représente faussement, non pas de propos délibéré mais involontairement notre attitude. Nous sommes prêts à adopter ce bill pour au moins une année, mais nous ne voulons pas l'adopter pour dix années, avec les renseignements que nous possédons. Il y a ensuite d'autres considérations, qui viennent en dernier lieu, des considérations politiques. Il n'est pas tout à fait juste de dire que l'Ouest est seul à demander qu'on laisse la loi en suspens; je crois cependant que cette demande est plus forte dans l'Ouest du Canada, à cause des conditions économiques spéciales de cette partie du pays. Tandis que j'écoutais les discours prononcés cet après-midi, je pensais à l'effet qu'ils auraient sur le Gouvernement actuel.

L'hon. M. MACLEAN: L'honorable député s'en préoccupe-t-il beaucoup?

M. HOEY: Je ne m'en inquiète pas du tout. Mais je me demandais si ces discours, qui vont être publiés par tout le pays, auront l'effet de réveiller le peuple canadien et de diriger vers les bureaux de votation des milliers de personnes qui n'y sont jamais allées. Si je croyais que ces discours pussent avoir un tel effet, je les encouragerais, mais je suis porté à croire, et je parle très sérieusement, que des expressions de ce genre sont de nature à soulever le peuple canadien, à opposer les classes les unes aux autres, à ranger dans des camps opposés les différentes parties du pays, et à détruire la foi du peuple canadien,—c'est-à-dire le peu de foi qui lui reste,—dans ses institutions politiques actuelles. Je ne suis pas convaincu que le leader du Gouvernement ait décidé de mettre l'Ouest du Canada au rancart, en ce qui a trait à ses plans et à ses ambitions politiques futurs. Un personnage

[M. Hoey.]

me disait aujourd'hui que le premier ministre a tiré le rideau sur l'Ouest du Canada. Je suis plutôt porté à croire que le premier ministre,—et j'ai beaucoup de foi en sa sincérité; je voudrais en avoir autant dans sa sagacité politique,—est encore prêt à essayer de réunir les différentes sections qui constituent la nation canadienne. Je ne crois pas que le premier ministre voie avec plaisir la division qui existe aujourd'hui. Mais quels sont les faits? Je ne serais pas dans l'ordre si je mentionnais le budget dont la présente administration a causé l'adoption cette année, mais je puis dire sans exagération que ce budget, à tort ou à raison, a jeté la consternation dans les esprits des plus loyaux et dévoués amis du Gouvernement dans l'Ouest de ce pays. On nous arrive ensuite avec une proposition, dont les effets psychologiques seront énormes, et une attitude, qui, si on y persévère, et ajoutées aux discours qui seront prononcés, identifient définitivement le Gouvernement avec les intérêts de l'Est. Mais le premier ministre nous dit: Nous avons adopté une certaine attitude et nous ne pouvons pas céder à une minorité irresponsable, sans que notre dignité en souffre. Je désire cependant rappeler au Gouvernement que s'il ne songe pas à céder un peu à cette minorité irresponsable de la Chambre, il se trouvera accusé de se liguier avec une minorité irresponsable à l'extérieur de la Chambre.

Le très hon. MACKENZIE KING: Mon honorable ami cite-t-il mes propres paroles lorsqu'il emploie l'expression qu'il vient de mentionner?

M. HOEY: Je crois que le premier ministre m'a mal compris. Je n'ai pas cité ses paroles ce soir. C'était une figure de rhétorique lorsque je disais: Le Gouvernement actuel peut dire qu'il est incompatible avec sa dignité de céder à une minorité irresponsable de cette Chambre. Je dirai cependant que si le Gouvernement ne songe pas sérieusement à céder un peu à cette minorité irresponsable de la Chambre, il se verra accusé, on l'en accuse déjà, d'être dominé par une minorité irresponsable à l'extérieur de la Chambre, à savoir les intérêts de l'Est. Si je portais quelque intérêt au triomphe d'un parti politique,—et je ne m'occupe pas du tout de l'accroissement ou du triomphe d'aucun parti,—je ne songerais pas à demander une meilleure base pour la prospérité du parti auquel j'appartiens que l'attitude actuelle du Gouvernement au sujet de la revision de la loi des banques. Je ne veux pas dire que c'est une chose bien importante en soi; il y a beaucoup de bon dans l'argumentation de l'honorable député d'Ha-